

GILBERT LAVOIE collaboration spéciale



Couillard parmi les caquistes ?

Les caquistes sont réunis aujourd'hui en congrès à Boucherville. Ils ont pris bonne note de la victoire de Philippe Couillard, et surtout de la provenance de ses appuis chez les libéraux. C'est à Québec, château-fort de la CAQ, que les appuis de Philippe Couillard étaient les plus solides. Et c'est à Québec, dans Jean-Talon, que l'ancien ministre de la Santé s'est présenté en 2007 lorsqu'il a abandonné la circonscription montréalaise de Mont-Royal. Autre détail important, c'est à Yves Bolduc qu'il a donné sa circonscription et son ministère de la Santé lorsqu'il a quitté la politique en 2008. Le même Yves Bolduc a repris la pratique à temps partiel de la médecine depuis qu'il est redevenu simple député aux dernières élections. Sera-t-il du prochain rendez-vous électoral? Qui sait? Il pourrait tout aussi bien rendre la politesse... et sa circonscription à Philippe Couillard.

Je n'ai aucune information en ce sens. Il est tout aussi possible que M. Couillard soit candidat dans Outremont si Raymond Bachand laisse la politique à la fin de son mandat. Outremont, c'est comme Mont-Royal: c'est une valeur libérale sûre et ça ne demande pas beaucoup de présence dans la circonscription. Ça laisserait beaucoup de temps à M. Couillard pour diriger le parti et se frotter de plus près au gratin de Montréal. Mais une candidature dans la capitale nationale serait tout aussi séduisante, d'autant plus que Pauline Marois prétend parfois représenter la région de Québec à partir de sa circonscription



SIMON SÉGUIN-BERTRAND, LeDroit

Le nouveau chef du PLQ, Philippe Couillard, se dénicherait-il une circonscription dans la région de Québec ou de Montréal?

de Charlevoix. Et qui plus est: une candidature à Québec aiderait les libéraux dans ce bastion caquiste.

Bref, ne perdez pas de vue le brassage politique dans la région de Québec au cours des mois à venir. Les citoyens de la capitale n'en seraient pas à un changement près dans leurs allégeances

politiques: au cours de la dernière décennie, au fédéral, ils sont passés successivement du Parti libéral, au Bloc québécois, au Parti conservateur et au NPD...

La CAQ à surveiller

Les libéraux n'avaient que Pauline Marois en tête,

dans leurs discours, la fin de semaine dernière, lorsqu'ils ont élu Philippe Couillard. Pourtant, c'est du côté de la Coalition Avenir Québec qu'ils auraient dû regarder. Car pour espérer former un gouvernement majoritaire, ils devront reprendre à François Legault les appuis qu'il leur a soutirés.

Or, même si la CAQ avance et recule dans les sondages d'opinion, il reste qu'elle a obtenu 1 180 235 voix aux dernières élections, soit 27,05 % des voix. Un résultat qui n'est pas loin des 1 224 412 votes obtenus par l'ADQ quand Mario Dumont a formé l'opposition officielle en 2007. Bref, il y a une clientèle pour ce troisième parti chez les Québécois, et il ne faudrait pas de grands changements pour l'amener tout près du pouvoir.

QUESTION DE LA SEMAINE

Les libéraux, péquistes et caquistes vont-ils remettre les contributions financières illégales des firmes de génie-conseil, dévoilées quotidiennement à la Commission Charbonneau?

En décembre, le directeur général du PQ, Sylvain Tanguit avait répondu par l'affirmative à une question sur le sujet. Mais depuis, tout le monde est beaucoup plus prudent.

Si les partis doivent rembourser, leur vertu ainsi retrouvée coûtera les yeux de la tête. En 2006, sous André Boisclair, le PQ avait remis les 94 400 \$ reçus de Groupaction, une firme impliquée dans le scandale des commandites.

Mais cette fois, ce sont des millions de dollars que les péquistes et les libéraux devront remettre si le Directeur général des élections (DGE) l'exige. Ils devraient se mettre sous la protection de la Loi sur la faillite...

À VOUS LA PAROLE

editorial@ledroit.com

Se déplacer différemment

Pour réduire sa dépendance au pétrole et améliorer son bilan environnemental, le Québec n'a d'autre choix que d'aménager autrement ses villes et d'offrir des façons novatrices de se transporter. Le concept de mobilité durable implique de repenser l'espace public pour sortir du paradigme de la dépendance à la voiture, en bâtissant de vraies collectivités viables, dans un environnement urbain à plus forte densité, qui misent sur le transport collectif puisque, selon l'ONU, deux personnes sur trois vivront en ville en 2030. Or, pour y arriver, il faut que les pouvoirs publics développent une vision qui se traduise par des projets concrets. À cet égard, saluons la vision du transport collectif déployée à Gatineau par la Société de transport de l'Outaouais (STO) avec le projet Rapibus, dans une ville où la voiture occupe encore une large place.



COURTOISIE

La mise en service du Rapibus à Gatineau est prévue cet automne.

Ce système unique au Québec de transport par autobus à même une emprise ferroviaire existante permettra enfin de sortir les navetteurs du réseau autoroutier, tout en leur offrant davantage de fluidité, de flexibilité et de confort. Ainsi, les gains réa-

lisés dans cette conversion d'automobilistes en utilisateurs du transport collectif profiteront directement aux usagers du transport collectif au lieu de créer plus d'espace aux navetteurs autoroutiers aux heures de pointe. Il s'agit ici d'une innovation majeure.

Dans son corridor réservé, le Rapibus se comparera à un métro, à un coût qui demeure réaliste pour une ville comme Gatineau. Nous savons qu'il faut temps et énergie pour que les changements d'habitude de transport, de l'individuel vers le collectif, s'imposent et que les approches en matière de planification urbaine donnent leur plein effet.

Il faut donc s'y mettre sans tarder et le Rapibus est un pas éloquent dans cette direction, dont pourraient s'inspirer plusieurs autres centres urbains.

Steven Guilbeault,
Directeur principal,
Choix collectifs, Équiterre
Christian Savard,
Directeur général,
Vivre en Ville

L'AFO satisfaite

L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario est heureuse d'apprendre le renouvellement de la Feuille de route pour les

langues officielles 2013-2018. Le discours budgétaire nous donne peu de détails à ce sujet. Nous attendons donc avec impatience que les montants, les initiatives et les priorités de la Feuille de route se précisent. Ces investissements sont importants, voire indispensables aux organismes francophones de l'Ontario et assurent l'épanouissement et la pérennité de nos communautés francophones.

Nous sommes également heureux de voir le renouvellement du mandat de l'Agence fédérale de développement économique pour le sud de l'Ontario (Fed-Dev Ontario) qui se voit accorder un financement de 920 millions \$ sur cinq ans pour aider à créer des possibilités d'emploi et à favoriser la croissance économique dans cette région. Les francophones ont bénéficié des investissements de cette agence pour la création d'emplois.

Denis Vaillancourt,
Président, AFO